

LE PLAN D'ACTION DE SON GOUVERNEMENT ADOPTÉ À L'APN

Les engagements de Tebboune

Session spéciale pour les retardataires à la dernière session du bac, impôt sur les grands investissements, exonération des impôts pour les bas salaires, réactivation de la commission nationale des projets gelés ou reportés, tels sont les engagements pris par le Premier ministre qui a estimé que l'austérité n'a jamais fait partie du glossaire du gouvernement.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Abdelmadjid Tebboune, qui répondait, la veille de l'Aïd en soirée, aux députés juste avant l'adoption de son plan d'action par 402 députés contre seulement 32 qui l'ont désapprouvé (ceux du RCD, du MSP et de l'alliance Nahda-Addala-Binaa) au moment où 20 autres députés se sont abstenus (FFS, PT et Front el Moustaqbal), s'est voulu rassurant, répondant à toutes les zones d'ombre de sa feuille de route soulevées par bien de députés lors des trois jours de débats.

Et toute première mesure annoncée, sur ordre du président de la République, tiendra-t-il à préciser, une session spéciale pour les élèves ayant été exclus de la dernière session pour cause de retard, un peu plus d'un millier de candidats qui n'ont pu concourir aux divers centres d'exams. Ceci avant qu'il n'aille au fond des choses, démentant notamment

toute option d'austérité du gouvernement. Pour Tebboune qui s'expliquera un peu plus tard lors d'un point de presse, «ni l'actuel gouvernement, ni les précédents n'ont parlé d'austérité. Celle-ci n'est pas à l'ordre du jour dans notre programme. Nous avons parlé de rationalisation des dépenses et de révision des priorités».

Auparavant, il a rassuré les députés que le gouvernement ne fait pas face à un «problème de disponibilité de finances, mais de priorités». Il annoncera dans la foulée, la réactivation de la commission nationale des projets gelés ou reportés.

Autre mesure phare annoncée par le Premier ministre, l'instauration d'un impôt pour les détenteurs de fortune, cheval de bataille de nombre de partis de l'opposition, notamment le PT. Car, expliquera-t-il, les fortunés doivent apprendre «à payer les impôts», évoquant une réflexion sur l'exonération des

bas salaires de toutes charges fiscales. Il y a également la volonté du gouvernement de séparer la sphère politique du monde de l'argent et des affaires, sans juger utile de s'y étaler alors que les parlementaires de l'opposition n'ont de cesse de réclamer les mécanismes à même de concrétiser cette mesure qu'ils soupçonnent de n'être qu'une simple profession de foi.

Le Premier ministre parlera aussi de la réorientation du développement économique du pays qui, selon lui, doit être de proximité, local. Car, expliquera-t-il, «certains projets coûtent un milliard de dollars sauf que leur rentabilité économique n'est pas très prouvée. Mais si on donne un milliard de dollars à 60 communes, ça va les développer». Et de faire part, dans la foulée, de la mise sur pied, prochainement, d'un grand organisme d'inspection au Premier ministère pour le «contrôle de l'argent public notamment les grands marchés conclus». Il démentira toute option de privatisation des entités économiques publiques comme réclamé par le patron du RND, affirmant, au contraire, leur «renforcement». Il annoncera également, dans l'optique d'un optimal ciblage des couches défavorisées, de la mise sur pied d'une commission natio-



Abdelmadjid Tebboune se veut rassurant.

Photo : Samir Sid

nale à l'effet de revoir la politique sociale du pays, sans attenter, tiendra-t-il à préciser, à la nature sociale de l'Etat algérien mentionnée dans la proclamation du 1^{er} Novembre 1954.

Le Premier ministre s'engagera, sur un autre plan, à assainir le champ audiovisuel marqué d'une flopée de chaînes de télévision off-shores, évoquant le règlement de leur cadre juridique d'ici la fin de l'année en cours. Il en sera de même pour la presse écrite faisant part de l'installation de son Autorité

de régulation et du conseil de déontologie. Enfin, le Premier ministre a traité de la question brûlante des migrants subsahariens, annonçant, dans ce cadre, un projet de carte pour ces personnes qui ont fui leurs pays pour cause de famine et de guerres. «Seulement, précisera-t-il, la présence de ces migrants dans notre pays doit être légale. D'où l'idée de les recenser et de leur attribuer des cartes officielles qui leur donneront la possibilité de travailler».

M. K.

AVEC L'ADOPTION DU PROGRAMME DU GOUVERNEMENT

Les politiques à l'heure des vacances

Les dernières activités politiques tirent à leur fin. Pour le personnel politique, la saison «chaude» paraît déjà loin derrière, elle durera le temps d'un calendrier de vacances mis aux normes internationales cette année.

Abla Cherif - Alger (Le Soir) - Mais cette année, la providence a aussi voulu que le nouveau gouvernement naisse à un moment propice : la fin d'une très longue période de tumultes politico-économiques qui ont durement éprouvé les dirigeants de ce pays.

Abdelmadjid Tebboune et son équipe sont arrivés à quelques jours seulement du mois de Ramadhan, une période bien connue pour sa léthargie et la rareté des activités politiques qui la caractérisent. Elle se prolongera au-delà de cette échéance, car, tout au bout, arrive l'Aïd et, bien sûr, les deux mois creux qui suivront.

Leur arrivée à cette période ne leur a cependant pas épargné le passage par des étapes incontournables: la mise en place de l'Assemblée, la présentation du programme du gouvernement... et la définition de toutes ces grandes lignes qui font la trame des œuvres à venir.

Le personnel politique le sait tout autant que les plus hauts dirigeants : l'été s'est déjà installé en Algérie, offrant un temps de répit à savourer avant la dure reprise. Alors que s'écoulaient à peine les premiers jours du mois sacré, des députés nouvellement élus avouaient aux journalistes chargés de couvrir les activités parlementaires leur soulagement de voir les vacances se profiler. «Nous sommes passés par des moments intenses, très durs, des moments où la contestation sociale à laquelle sont venues se greffer des rumeurs terribles annonçant des perturbations à un haut niveau politique nous ont donné des sueurs froides. Sincèrement, ces vacances sont méritées par tous les Algériens. Pour l'instant, la plupart d'entre nous planifient ces semaines de détente, on choisit notre destination.» Mais

lorsqu'il s'agit d'en parler, une certaine pudeur mêlée à la crainte des retombées qu'auront leurs confidences bloque nos interlocuteurs.

«Parler de voyages à l'heure où les Algériens peinent à joindre les deux bouts dans cette crise économique paraît être indécemment. Pourtant, la plupart d'entre nous feront comme ces citoyens qui ont la chance de s'échapper chaque année vers la Tunisie, le Maroc.»

Au cœur des confidences, on apprend que Rabat et Casablanca volent la vedette à

leur voisine tunisienne chez nos politiques. Et puis il y a aussi l'Espagne et ses villes du sud où certains ont pris coutume de réserver une bonne dizaine de jours pour couper avec l'âpreté du quotidien algérien. Et tous attendent la fin du Ramadhan pour officialiser ces vacances qui sont déjà un peu là.

Abdelmadjid Tebboune et ses ministres ont donc encore quelques semaines avant de se voir confrontés aux véritables problèmes. Les députés entament leur compte à rebours, et d'autres encore attendent. Tous les autres. Ceux pour lesquels un long

congé non souhaité a commencé bien avant l'heure, suspendant une activité, peut-être une carrière politique, dont dépendront les événements futurs. Il n'est pas dit que cet été en soit exempt.

Les échos des turbulences qui ont animé de petits hôtels isolés l'an dernier ont peine à s'effacer des mémoires et même des discours publics de ceux qui ont décidé d'éventer les coups fourrés. Dans les salons feutrés, les échanges à voix basse n'ont d'ailleurs jamais cessé...

A. C.

EXPLOITATION DU GAZ DE SCHISTE

Une question encore problématique

Lors du dernier Conseil des ministres, le Président Abdelaziz Bouteflika a appelé le gouvernement «à valoriser davantage toutes les ressources et richesses dont dispose le pays, y compris les hydrocarbures fossiles conventionnels et non conventionnels ainsi que les énergies renouvelables», faisant ainsi ressurgir la question du gaz de schiste. Opportune ou pas, des experts nous répondent...

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Je ne pense pas que nous sommes prêts à aller vers l'option des schistes du fait que ce n'est pas encore rentable. On peut faire produire les schistes mais à quoi bon si le coût du million BTU produit est supérieur au prix de vente ? Ce n'est pas encore le moment. Même si le brut est au plus haut, cela ne veut absolument pas dire que les schistes seront rentables. La rentabilité des schistes doit être mesurée par leur propre rapport coût d'exploitation/prix de vente et non par une amélioration des revenus du brut. Il s'agit de deux projets différents», analyse l'ancien cadre et spécialiste des questions énergétiques,

Mohamed Saïd Beghou. Depuis 2008, les Etats-Unis ont mis le paquet sur l'exploitation des schistes. Leur réussite a fait qu'ils deviennent plutôt exportateurs qu'importateur : 50% de leur production provient des schistes.

Ce boom extraordinaire a incité beaucoup de pays, dont l'Algérie, à exploiter leurs schistes, d'autant plus que la rente algérienne est menacée par la chute des réserves et production conventionnelles.

L'Algérie voit donc dans l'option des schistes la solution pour pallier le tarissement du conventionnel. Mais ce qui se passe outre Atlantique n'est pas systématiquement transposable ailleurs et encore moins chez nous dans l'immédiat, renchérit M. Beghou pour qui «les schistes seront peut-être, un jour, rentables chez nous avec le développement technologique en matière de maîtrise irréversible des coûts, quand les schistes deviendront conventionnels aux Etats-Unis».

De son côté, l'économiste Ferhat Aït Ali estime qu'«on ne peut pas compter sur la faillite du schiste aux Etats-Unis pour se refaire une santé sur les cours du conventionnel et en même temps organiser la même faillite ici, en comptant sur un rendement meilleur que celui qu'on espère aux Etats-Unis».

Pour le gaz de schiste, il affirme que c'est d'autant plus «dangereux que le cours sur les marchés spots est de 3 dollars les 30 mètres cubes en moyenne, alors que le gaz algérien s'écoule actuellement à 6 dollars, sur les contrats à long terme, toute quantité excédentaire sera écoulee au prix du spot, et quand on sait que le coût de revient du MBTU, soit 30 m³, est de l'ordre de 2.5 dollars aux Etats-Unis, et sera certainement plus cher ici, je ne vois pas ce que l'Etat escompte de cette nouvelle manne aléatoire». Il émet des doutes sur les réserves dont disposerait l'Algérie. «Elles ne sont pas prouvées, les Algériens disent que ce sont les Américains qui le disent et les Américains disent que c'est sur la base d'un rapport algérien qu'ils ont travaillé.» Pour lui, la relance de la question n'est qu'un discours politique. Avant d'ajouter : «Où sont les ressources à investir ? Et qui viendra avec ses fonds pour des clopinettes en pleine dépression des marchés énergétiques ? Les Etats-Unis, qui ont tout fait pour nous entraîner dans cette voie, n'ont jamais soumissionné pour un bloc, alors qu'on a mis tout le pays aux enchères pour l'exploration, ils voulaient juste nous vendre des services coûteux et peu rentables en 2013.»

Y. D.